

# Le libertaire

ORGANE BI-MENSUEL DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :  
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10<sup>e</sup>)Fondé en 1895 par  
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : Louis HAAS, n° 3585-80  
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10<sup>e</sup>)

## Face à l'incurie de l'Etat Action directe contre les affameurs !

*Un jour viendra...*

**L**'ACTUALITE politique de ces derniers jours est bien faite pour nous montrer, mieux qu'à n'importe quel moment de sa déroute et de ses crises, la pourriture sans nom où se débat une société qui crée elle-même les éléments de sa décomposition, engagée qu'elle est à faire face, chaque fois, à davantage de problèmes insolubles.

Après le spectacle que nous avons eu, au début de l'année, de ces pantins grassement payés qui, en jouant entre eux sur les crédits militaires, ont failli — à rigolade intense — nous priver du plaisir d'ETRE GOUVERNÉ, faute de gouvernement, mais qui se sont tout de même mis d'accord pour s'octroyer des petites vacances, nous avons été gratifié magistralement, dans toute la grande presse, d'un labeur acharné pour nous présenter le problème de l'heure sous tous les angles possibles de la bêtise et de la fourberie, et nous en donner des solutions aussi risibles qu'écoeurantes.

L'impassé où se trouve acculé l'Etat dans cette course à la faillite — ou à autre chose ! — n'a pas été déterminé par une quelconque protestation des bouchers détaillants sur la vente de la viande, ou par une remise en vigueur des cartes de pain, ou par une erreur sur l'art et la manière de décerner des Légions d'honneur, ou encore par des difficultés diplomatiques avec les « Grands » à propos de la politique de Grandeur (!)

Le problème est tout autre ! Et quand on lit cette presse pourrie au service de l'ORDRE — quel ordre ? ! — nous bouscuer le crâne, qui sur le désarmement universel, — ça remet ça — qui, sur la nationalisation des usines et des banques, sur la revalorisation des salaires et la fixation des prix, l'organisation de la paix et du... ravitaillement — un comble ! — etc.,

### Les anarchistes espagnols n'existent pas !

Pour leur propagande en Espagne, les communistes disposent non seulement des très nombreuses émissions spéciales de Radio-Moscou, mais encore d'un puissant poste « clandestin » appelé « Radio-Espagne indépendante, station pyrénéenne ».

Ce dernier poste diffuse plusieurs fois par jour depuis quelque trois ans ; on y aura en vain cherché pendant tout ce temps la moindre allusion aux anarchistes espagnols ; d'anarchistes, à l'en croire, il n'y a pas trace en Espagne : on n'y en a jamais vu !

Par contre ce qui « existe » pour les staliniens espagnols, et qui « existe » de plus en plus pour eux, ce sont « les monarchistes » et les « traditionalistes » ; et de leur « tendre la main » tous les jours avec une frénésie croissante pour la création d'un « gouvernement provisoire d'union nationale ».

## A NOUS LE BLÉ ! La farce de Nuremberg

etc., on comprend mieux la révolte consciente de ceux qui n'ont cessé de proclamer que toutes ces fadaises pataugent lamentablement hors de la question.

Vous pouvez vous décortiquer les ménages en essayant, par votre hypocrisie et votre saleté, de camoufler à la masse de ceux que vous bernez, l'agonie du système qui vous nourrit et vous paye, un jour viendra où ceux qui vous écoutent encore vous passeront sur le ventre et, alors, finies les belles rodomanades sur « les règlements des problèmes internationaux par la séénité et la justice » en système capitaliste, quand vous savez très bien que c'est la loi du plus fort qui triomphe sur les marchés financiers et économiques ; finies alors les belles campagnes pour la nationalisation de l'industrie qui doit tout solutionner économiquement et avec elles les déclarations d'un certain communiste Tillon, qui nous déclare, sans rire, que les usines d'Etat seront organisées comme les usines privées et qu'elles devront faire, elles aussi, des bénéfices, comme le PASTRON en faisait avant que l'Etat les POSSEDE ; finies les plasianteries des petits rigolos de socialistes qui, dans leur feuille, s'étonnent que la gestion d'une banque NATIONALISÉE, par des administrateurs de sociétés capitalistes, ne transforme pas beaucoup l'ancien état de fait et « estiment » qu'il appartient aux ministres des Finances et de l'Economie de réexaminer le problème (Hénaume !). Finie la hausse des prix autour de laquelle vous avez voté votre ignorance voulue, quand, ce qui la conditionne : le droit de propriété privée des moyens de production et d'échange, ainsi que le profit, auront disparu. Parlez-en pendant mille ans encore, sans toucher au ressort du système et vous savez que vous n'aurez rien fait !

On entend hurler partout au désordre, à la gabegie, au manque de responsabilités, à l'incompétence. On tente de s'excuser en évoquant des expériences sociales nécessaires, des transformations (sic) indispensables et aucune voix qui ose crier à tous ces farceurs, à tous ces vendus qu'ils sont tous de la grande famille des profiteurs du peuple ; que, même dans leurs « protestations », ils ne touchent à rien de ce qui pourrit le tout : LE CAPITALISME ET L'ETAT.

Et c'est parce que nous ne cessons de lancer autour de la vérité le seul appel qui rassemblera un jour l'action de ceux qui sont LA FORCE... Prenez garde à ce que vous pourrez déclencher d'imprévisible dans ces sales convulsions. L'appel à la révolution trouvera un jour des hommes pour vous bâcler !

lib

« En basse-Normandie », pays fertile par excellence, M. du Douet de Graville, maire de la petite commune de Breauté (S.-I.), donne depuis 3 ans aux paysans de Breauté et à ceux des villages environnans qu'il visite dominicalement de précieux conseils sur l'art et la manière de gagner des sous en spéculant sur la misère du prolétariat des villes. Il conseille à ses paysans d'électeurs d'attendre les primes et surprises que le gouvernement sera obligé de leur donner quand le blé sera vendu en France une matière aussi précieuse que l'or. Et le blé se cache et s'entasse — en gerbes non battues ou en sacs plus ou moins bien stockés — dans des endroits que l'on aurait vite fait de découvrir si...

Pendant ce temps, les apports en blé de l'Amérique, transportés par les « Liberty Ships », pourrissent sur les quais de nos ports sinistres, près des hangars mutilés, démantelés, ctevés... Ce blé n'est pas perdu pour tout le monde puisque, livré aux distilleries pour y être transformé en alcool, il retourne... aux Etats-Unis. »

Tels sont les faits signalés par un de nos camarades ayant passé les fêtes de Noël à Bolbec et au Havre.

\*

La carte de pain est à l'ordre du jour. M. Tanguy-Prigent engeule M. Pleven. M. Pleven engeule M. Tanguy-Prigent. Tout le monde hurle, y compris l'inéfable et également fautif M. Billoux. Qu'à cela tienne, la carte de pain est finalement rétablie. Et gare aux sanctions ! Sa reaparition provoque des remous dans la classe laborieuse qui sait pertinemment que les Breautés sont multiples en France, que le blé ne manque pas chez nous quoi qu'en le dise. La récolte a été déficitaire ? D'accord ! Les trusts et les organismes vichyssois paralyssent le collectage ? D'accord ! Il n'en est pas moins vrai que le peuple souffre de la faim alors qu'il pourrait manger sinon de tout du moins du pain. Vichyssois, trusts et cartels économiques font œuvre de « mauvais Français », déclare Benoît Frachon dans l'« Humanité », déclarent tous les quotidiens et journaux de la presse dite libre. Encore d'accord, toujours d'accord ! Mais il n'y a pas qu'eux. Que penser des ministres — et des partis

qui couvrent ces ministres — qui n'hésitent pas à sacrifier le pain de tous pour de vils intérêts électoraux ; que dire de ces paysans qui préfèrent nourrir leurs bestiaux avec le blé si nécessaire aux prolétaires affamés à qui l'on demande de « produire, produire » ; que dire de ces profiteurs de la terre qui attendent la prime de la surprise pour livrer leur récolte ultra-camouflée ; que dire des distilleries et des officines qui dénaturent le grain pour faire du faux café et du faux alcool ; que dire enfin de ces êtres abjects qui, sous une étiquette politique ou sous une autre, (M. Du Douet de Graville est M.R.P.) conseillent à leurs villes de ne pas remettre leur farine au Ravitaillement général parce que le moment n'est pas encore venu de le faire ?

Mauvais Français ? De cela nous nous en fouts. Mauvais humains ! c'est bien pire.

La Convention expédiait, en 1793, des représentants du Comité de Salut Public dans toutes les communes de France avec mission d'anéantir les traitres et les accapareurs. Ces représentants traînaient derrière eux l'encombrante mais célèbre guillotine. Et les profiteurs « payaient ». Qu'attendent nos grands révolutionnaires du Parlement 46 pour opérer de la même façon ? Ah ! il n'y a pas de danger ! La parole est au peuple !

A quand le châtiment exemplaire par les ouvriers en révolte de ces charognards vivant de la misère de tous pour la simple satisfaction de leur vile avarice ?

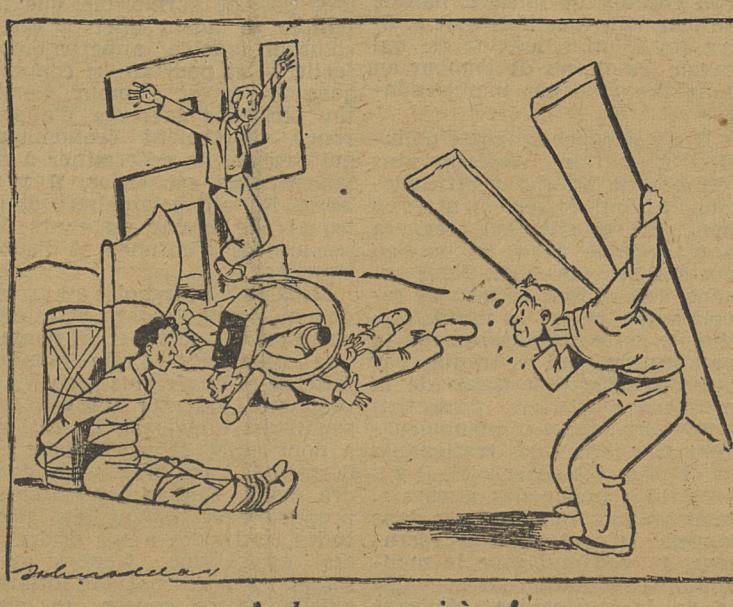
A quand l'écrasement de ce régime de turpitudes et de misère qu'est le régime capitaliste ? A quand son remplacement par le fédéralisme libertaire, seul dispensateur d'équité sociale ?

\*

Toujours de Bolbec.

Entre Bolbec et Le Havre, les Américains emploient les prisonniers allemands à creuser des tranchées de 20 mètres de long, 2 mètres de profondeur, 2 mètres de large. Le soir venu ils y entassent vêtements et chaussures neuves et aspergent le tout d'essence. Les autochtones peuvent contempler des heures durant ces modernes feux de joie...

Vivent les Etats-Unis ! Vive la Libération !



A chacun sa misère !

Moscou, Leipzig, Riom, Singapour, Manille, Belgrade, Helsinki, Paris des procès Laval et Pétain, etc. ; il y a peu de temps encore, une ville devait être célèbre pour l'historien parce qu'elle avait été le lieu d'un grand massacre appelé bataille militaire ou d'une opération de brigandage appelée « conférence de la paix » ; les dirigeants de notre temps ont changé tout cela et, maintenant, toute ville est célèbre par quelque « procès ».

Les procès politiques du genre de ceux qu'on nous donne en spectacle ne sont pas, cela va sans dire, des opérations de justice, mais des moyens de gouvernement ; peu importe que personne ne soit plus en mesure de distinguer si les plus vrais coupables se trouvent au banc des accusés, au banc des juges, au banc des jurés ou au banc des journalistes ; il s'agit là de farces grossières imaginées par une poignée de politiciens pour abîter leurs concitoyens ; et si les procès prennent une allure absurde, tant mieux : les dirigeants modernes ont découvert une importante vérité : c'est qu'il n'y a rien de tel que l'absurde pour démoraliser, déranger, désespérer, en un mot, pour anesthésier les masses.

Le procès de Nuremberg, comme tous les autres procès précédents, impose ce genre de réflexions ; il les impose sur une échelle plus vaste encore, ainsi qu'il est logique dans le cas d'un « spectacle » où le « populisme » des procès de Moscou s'allie aux plus robotisantes mises en scène d'Hollywood.

Le châtiment des dirigeants nazis constituait l'un des problèmes les plus faciles à résoudre avec dignité et rapidité : il suffisait précisément de poursuivre Goering, Rosenberg, Ley, etc., pour leur *crime réel*, c'est-à-dire la création et la propagation d'une des idéologies les plus malfaisantes et les plus avilissantes que l'histoire humaine ait connues ; il s'agissait de les condamner en tant que nazis ; point n'était besoin d'un long procès contre ces déséquilibrés du superpatriotisme !

Or, ce n'est pas le nazisme qu'on prétend juger et punir à Nuremberg, c'est « le crime de guerre » ; toute la propagande orchestrée autour de ce procès tend, avant tout (et parfois même exclusivement), à démontrer que les chefs de l'Allemagne hitlérienne sont répréhensibles pour avoir été des « criminels de guerre ».

Moyen mirifique d'ôter tout sens au procès : car, enfin, les peuples savaient que tout militaire d'un grade supérieur est, par définition, un « criminel de guerre » ; c'est même une profession assez allègrement portée par un certain nombre d'individus dans tout pays ! Condamner les accusés de Nuremberg comme « criminels de guerre », c'est, de la part des Alliés, se mettre vis-à-vis d'eux dans la position la plus faible et la plus fausse ; à la fin de ce conflit, si vraiment il s'agissait de châtier ceux qui s'y sont conduits en « criminels de guerre », ce n'est pas le

LIRE LA SUITE EN 3<sup>e</sup> PAGE

## Aux hasards du Chemin

### LA CHASSE EST OUVERTE

L'opinion publique souvent injuste devrait être unanime à remercier les excellences qui nous dirigent pour le souci constant qu'elles apportent à notre ravitaillement.

Il y a bien une histoire de pain ! On touche un peu moins que sous les Allemands ! c'est sans gravité !

Il y a bien une histoire de vin. Une chopine de rouge pour passer le mois de mars ; c'est déjà quelque chose.

Il y a bien une histoire de patates. Etre dans la purée serait actuellement d'un luxe ! ! ! Malgré tout, ne tirez pas sur le gouvernement, il fait ce qu'il peut !

— Vous oubliez, sans doute, qu'il y a aussi une histoire de viande ? Et osez donc dire que...

— Mais ce n'est pas la faute du gouvernement. Il a dit aux ayants droits : « Mon premier est un grossier qui vendra le prix qu'il voudra, mon second est un grossier qui achètera le prix qu'il pourra et qui vendra au prix imposé ; mon troisième est un détaillant qui achètera au prix imposé et revendra à la tasse. Mais comme la marge bénéficiaire de mon troisième ne sera pas assez grande, j'achèterai, moi, l'état, avec l'argent de mon quatrième qui est le consommateur, de la viande à mon deuxième, au prix fort, que je revendrai à mon troisième à perte. Mon tout sera une bonne portion de viande dans chaque assiette. »

— Vous trouvez ça simple ?

#### A quoi bon !

— La Ruhr doit être internationale (?)

Mais n'est-elle pas, depuis toujours, sous le contrôle de l'Internationale des Banques, des marchands de canons, munitionnaires et autres fauteurs de guerres ?

#### Éléments troubles

Le discours de Tanguy-Prigent déclare que la remise de la carte de pain en vigueur a amené des agitations, fomentées par des éléments troubles... Quand le peuple crève de faim par impératif de ses dirigeants et qu'il rase dans les brancards, ce sont les éléments troubles ; mais quand, à l'abri de l'insurrection, il rase les petits malins dans leur sinécure, c'est l'insurrection nationale populaire, pour la Libération... qu'il dit... le gars. Si le Tanguy-Prigent descendait de temps en temps dans la rue avec le peuple... c'est lui qui serait troublé, mais il ne parle que derrière le micro, c'est moins dangereux. Quand aux menaces ? Vichy et les occupants en ont usé pendant quatre ans... sans jamais troubler personne — un Flandin (Gasciste) aurait stigmatisé le matérialisme sordide des pauvres. Un Tanguy-Prigent (S.F.I.O.) les menace... quelle grande famille !

#### Toujours le même

##### On lit dans les journaux :

A Saint-Quentin, la foule avait enlevé les services du Ravitaillement, s'était emparée des tickets et en avait fait un feu de joie dans la rue. A Bordeaux, les dockers de Bordeaux-Bassens s'étaient mis en grève pour obtenir une ration supplémentaire de pain.

M. Tanguy-Prigent, socialiste S.F.I.O., membre de la Constituante aux appontements annuels de 350.000 francs, pardonnez à ces éléments troubles, qui par cette température se sont donnés pendant quelques instants l'illusion du chauffage central urbain ; quant au dockers... éléments également troubles, pardonnez-leur, ils n'ont pas mille francs par jour pour vivre au « Noir » et comme dit votre cher collègue Maurice Thorez, « il faut Produire... Produire... Produire. »

#### Sadisme ou inconscience ?

On est en droit de se le demander lorsque l'on apprend que M. Georges Duhamel, lorsqu'il rencontre une femme enceinte, se dit : « Tout va bien ! »

Ces quelques mots, les Hitler, Mussolini et consorts ont dû souvent les prononcer, eux qui n'avaient en vue que le nombre de pièces d'un « Matériel Humain », facilement maniable, leur permettant de réaliser leur rêve sanglant.

Il est évident que M. Duhamel, lui, ne pense qu'à la renaissance de la

— Oui, mais il fallait y penser !

— En attendant nos estomacs qu'aucun ministre n'invite à produire, malgré leur évidente bonne volonté, doivent attendre la solution d'une charade et monsieur Tanguy-Prigent est un homme trop sérieux pour s'occuper de rébus.

— Oui, mais ce gouvernement tant décrié vient tout de même de prendre une très heureuse initiative, la chasse aux rats...

— Pour faire un produit de remplacement ?

— Mais non, soyez sérieux. Ils nous prétendent tout !

— Qui ça... les boches ?

— Ceux-là sont maintenant hors de cause ; je vous parle des rats...

C'est un être nauséabond qui sait se nourrir de bonnes choses. Il pulule, par exemple, dans les intérieures militaires ; les ministères, les comités en sont saturés. Quant aux halles elles en sont tellement pleines que nul chaland ne peut s'aventurer sans être mordu. Le rat est d'ailleurs très difficile à débusquer quand il est entré dans un fromage ou quand il se cache dans la papeterie. Ce rongeur est capable de saper la planète en faisant des trous grands comme... la Ligne Maginot par exemple.

— Hum !

— J'exagère ? Eh bien, chassons-les et vous serez étonné du nombre de rats dont ils nous ont frustrés.

grandeur (sic) française dans la paix et l'abondance (?)

Rappelons-lui simplement qu'en 1945, 93.000 nouveau-nés (chiffre officiel) sont morts de faim, de froid et de misère.

#### Les nouveaux messieurs

Désidément les fils du peuple font des ministres très présentables ; capables tout comme les chevronnés de couronner la rosière de Fouilly-les-Oies, notre Maurice, lui, est toujours par monts et par vaux ; mais

sa spécialité c'est plutôt la cérémonie patriotique, l'exaltation des héros dans les cimetières et l'exhortation au travail dans les usines.

A la fonderie de Ruelle il dit aux apprentis : « Vous devez refaire une France puissante et forte. Un bon ouvrier c'est un bon Français et un bon Français ne peut pas ne pas être un bon ouvrier. »

Et enfin aux ouvriers : « Continuez à faire des canons ; un pays désarmé renoncerait à faire sa propre histoire. »

Donc, consolons-nous, nous n'avons pas de pain ; mais nous avons des canons. C'est quand même dur à avaler !

#### C'est dans l'ordre...

— 125 milliards pour l'armée et 580 millions pour la recherche scientifique. »

« Pierre Curie, sous la IV<sup>e</sup> aurait gagné 3.000 francs par mois ; au fait de sa gloire, il aurait pu arriver à toucher 5.800 francs. »

Cela vous étonne ?

— Nous pas !

C'est l'aboutissement logique d'une évolution dirigée par tout ce que la société bourgeoise a pu enfanté de plus... magnifique.

## Grandeur du colonialisme

Sans commentaires, deux tableaux — authentiques — du beau travail de nos pionniers en Indochine :

Grand bruité bas un soir, au quartier de la base arrière du 21 R.I.C.

Un homme est kidnappé à 100 mètres de contournement. Patrouilles faites immédiatement pour le retrouver... Attaque de deux quartiers, l'un derrière l'autre et par des rues différentes... Difficulté pour ouvrir les portes ; un soldat tire un coup de feu dans une serrure.

Aussi, la patrouille se trouvant dans l'autre quartier, pensant qu'on a tiré sur elle riposte avec vigueur et, cette fois, c'est la première patrouille qui pense qu'on a tiré contre elle et répond à son tour, dans le noir.

Enfin, on fouille les maisons et, comme il se doit, on emporte les objets que l'on veut — comme au bon temps de ces MM. de la Wehrmacht en France.

Dans le journal de Saigon, on peut lire de la correspondante (sic) de guerre de la 9<sup>e</sup> D.I.C., armée Cagoule : Visite à Cholon... Là se presse une foule grouillante, jaune, propre et active...

Nous savons, nous, que ce n'est pas ce qu'ont vu les petits combattants de là-bas.

Plutôt une grande majorité de vénérables héritiers et surtout des galeux et des lépreux qui se promènent librement dans les rues et vendent des fruits aux passants.

Mais il est vrai que le mensonge rapporte, surtout quand il sert des gros comme les gâts.

\*

#### Chez les opprimés

Les peuples coloniaux auraient eu, bien tort de ne pas souhaiter la victoire de ces si bonnes démocraties.

En vertu de sa mission civilisatrice sans doute, le Conseil de la Couronne de l'Empire britannique a décidé de remettre en vigueur la peine de mort dans l'île de la Trinité.

Quand on pense que nos « amis » d'Outre-Manche ont employé pour ça comme domestiques les indigènes de leurs troupes coloniales qu'ils payent maintenant à coups de truque, en remplacement de leur bon combat contre la barbarie !

N'ironisons pas et pensons que les colons français n'ont pas besoin d'autorisation pour appliquer eux-mêmes ces bienfaits du seigneur britannique.

La conférence de Moscou s'est terminée sans que l'on sache exactement, si enfin les maîtres des destinées mondiales étaient arrivés à s'entendre, une bonne fois. Dès le communiqué final, une certaine pression, toujours disposée à embrasser les trompettes de la Victoire, annonçait « Grande Victoire des Démocraties ». En l'occurrence, les démocraties se résument à l'U.R.S.S. De fait, il faut reconnaître que les communautés anglo-saxonnes, qui ont suivi, n'ont pas révélé un accord aussi parfait : mécontentement à Londres où l'on comprit que les Etats-Unis jouaient leur propre jeu et que le flirt avec l'U.R.S.S. nécessitait un rapprochement de la vieille liaison avec l'Angleterre.

Il s'agissait de savoir par quels moyens on enlèverait aux Soviétiques

le droit de veto, et pour cela le marchandage sur la bombe atomique pouvait donner des résultats. Malheureusement, pour Byrnes, Molotov ne s'est pas laissé intimider, et, s'il a fait des concessions peu étendues, il a conservé le droit de veto qu'il partage avec les quatre autres grands, dont trois en fait comparent « pour le beurre ».

Le problème atomique n'a donc pas été réglé et Byrnes de retour à Washington a pu donner tous les appuis nécessaires au capital américain. D'autres problèmes qui auraient pu avoir des répercussions graves ont été évités, avec d'autant plus de légèreté que l'Amérique ne tiendrait pas à se heurter présentement à l'U.R.S.S. dans des affaires, où l'Angleterre est intéressée, mais peu susceptible de prendre une grande

part de responsabilité en cas de conflit : l'Azerbaïdjan, les Détroits, la tension Turco-Soviétique, et demain la tension Anglo-Franco-Libanais où l'U.R.S.S. a pris déjà position en faveur du Liban : tout autant de brandons de discorde qu'il suffira d'utiliser pour que l'Europe soit à nouveau dans les transes préliminaires aux moissons glorieuses.

Les conférences à trois ou quatre ne sont guère favorables à l'Asie New-York-Londres. C'est pourquoi on revient aux assemblées de délégations comme celle qui se tient à Londres actuellement. Là, les jeux sont faits et les conversations de couloirs permettent tous les espoirs. L'U.R.S.S., malgré son opération de faire représenter à part chaque République, n'a pas la majorité favorable, qui est constituée par les Etats Sud-Américains, tous plus ou moins influencés par les U.S.A. et, d'autre part, les Etats Nordiques et Occidentaux influencés par l'Angleterre... Cela s'est vu au premier vote où le candidat de l'U.R.S.S. a été battu par M. Spaak, délégué de la Belgique, puis lors de la demande de suspension formulée par l'U.R.S.S. et que l'assemblée a rejetée ; quant au vote, grâce à un argument de procédure, l'amendement ukrainien (par conséquent d'obédience soviétique) demandant le vote à main levée, a été repoussé en faveur du vote secret.

Comme on le voit, tout cela c'est de la politique, de l'influence, de la pression, quand on se rappelle que juste avant l'ouverture de la réunion, un journal anglais annonçait que l'U.R.S.S. possédait une bombe atomique beaucoup plus puissante que celle des Américains... On comprend alors que tous les coups sont permis et que ce n'est encore pas de Londres que la paix sortira. Londres, ce sera le plan de travail, les problèmes complexes posés et non résolus afin de gagner du temps, et si possible, de prévoir de quel côté les futurs adhérents de l'organisation des Nations Unies pourront être orientés ; car l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne et d'autres encore pourront y entrer lorsqu'elles auront été démocratiques. Or les grands ne sont déjà pas d'accord sur le sens de la démocratie ; pour celui-ci la défaute consiste à entretenir un parti stalinien puissant et susceptible de prendre les leviers de commande à l'heure H ; pour les autres, c'est un moyen de sauver le capitalisme et si l'on n'utilise pas une propagande souvent décevante et exhortante, on a des possibilités de compréhension très efficaces, comme la famine, le blocus économique, au besoin un certain fascisme se couvrant d'un masque sympathique n'est pas pour effrayer ces messieurs. Car le capital, ce n'est pas seulement l'or, c'est aussi tout ce qui s'achète et se vend matérielle et spirituellement.

La prochaine guerre sera celle des Démocraties... tout le monde sera démocratique, il n'y aura que la façon de penser la démocratie qui sera en cause, quant à nous autres, braves Français ! nous ferons le trait d'union, si j'osais un mauvais calembour, je dirai qu'un trait d'union c'est un signe de ponction qui unit deux maux et dont en l'occurrence nous ne savons pas encore quel est le moins.

## Dans les brouillards de Londres

## Capitalisme et Prostitution

Le Conseil municipal de Paris, pris d'un tardif et dangereux accès de vertu, s'est prononcé pour la suppression, dans la capitale, des maisons de tolérance.

Les élus municipaux, comme on peut en juger par cette virile décision, ne reculent devant aucun moyen pour assainir les mœurs.

Il paraît que les souteneurs,

« les sous-maitresses » et teneurs de ces augustes établissements se sont donné beaucoup de mal pour éviter cette atteinte à leur « droit » d'exploitants ; la prostitution étant, comme chacun sait, une industrie réglementée, ayant ses usages professionnels, ses obligations fiscales, au même titre que toutes les autres.

Sans doute, la décision prise a-t-elle pour objet de prouver aux habitants de la capitale que l'on s'occupe de la santé morale de leur ville, que l'on veut mettre fin à un odieux trafic qui ravale les choses de l'amour au rang des plus bas marchandises.

Il n'y a cependant pas d'illusion à se faire. Avec ou sans maisons de tolérance officiellement reconnues, réglementées ou non, la prostitution régnera après comme avant et ne s'en portera pas plus mal. Nous savons, certes, tout ce qu'a de répoussant cette « normalisation », cette fiscalisation de la prostitution, qui se traduit par une domestication légale de la prostituée et une protection non moins légale et scandaleuse dont bénéficient les trafiquants de ce négocié bien spécial. Il y a aussi la « police des mœurs », cette organisation fameuse dans laquelle le souteneur, le recruteur, se confond avec le mouchard, travaillant pour le comité de la préfecture, réalisant

ainsi le record de la corruption. Voilà le beau tableau que nous offre la prostitution ! Et croire qu'il suffit de décreté la fermeture des maisons closes pour y porter remède est vraiment enfantin. Nos édiles doivent d'ailleurs être fixés sur l'efficacité de la mesure. Ils n'ignorent certainement pas qu'avec ou sans enseignes lumineuses et gros numéros, l'« amour payant » continuera à faire vivre beaucoup de monde. Mais pour eux, il s'agissait tout simplement de donner satisfaction aux électeurs. Ce qui est maintenant chose faite.

Le fond du problème est plus sérieux et infiniment plus grave : la prostitution n'est qu'une des nombreuses plaies sociales dont le capitalisme est la cause. Ce n'est que poussée par la misère, par une vie difficile à gagner, ou par des déboires qu'un caractère trop faible ne lui permet pas de surmonter, que la femme se laisse aller à cette solution ignoble, apparemment facile — et pourtant si compliquée — qu'est l'amour vénal. En plus des facteurs d'apparence strictement économique qui peuvent la déterminer à se lancer dans cet enfer, il y a aussi le milieu ambiant dans lequel elle évolue au cours de ses années d'enfance et d'adolescence.

La morale bourgeoise est grandement coupable dans cette déchéance qui fait de la femme une prostituée. Cette morale, faite de préjugés plus propres à préparer l'individu à toutes les soumissions qu'à sa libération, a pour objet de prédisposer ce dernier à l'acceptation de l'ordre établi. Elle le condamne à prendre couramment des attitudes contraires à ses désirs, à ses aspirations. Quelles que soient les perturbations intimes qu'elle puisse causer, on ap-

prend chacun à s'y conformer. La morale sexuelle régnante en est une des manifestations les plus flagrantes. Qui dira les ravages que peut faire un révolte de commandement chez des natures peu disposées à ce genre de discipline ?

La morale bourgeoise, basée

## PROBLÈMES

## ESSENTIELS

# De la juridiction bourgeoise au droit humain

Parmi les préjugés qui empoisonnent la vie et rapetissent désespérément la personnalité humaine, il en est un qui déforme le raisonnement des esprits les plus inventifs, les plus fertiles et les plus généreux, c'est celui qui consiste à penser que la commune — libertaire — transposition sur le plan pratique de l'idéologie anarchiste, ne pourra se passer d'une juridiction. Cette affirmation s'appuie sur le fait que la Commune, même Libertaire, sera une collectivité ; que, par conséquent, elle donnera nécessairement le jour à une organisation collective ; donc, à des conventions auxquelles les citoyens, en certains cas, ne se conformeront peut-être pas.

Conclusion de cette proposition : tout anarchistes que nous prétendions demeurer, nous serions amenés, nous comme les autres, à admettre des sanctions à l'endroit de ceux qui enfreindraient au contrat social établi par les diverses associations (Associations d'usagers, coopératives de production, de consommation, etc...). Nous ferions donc, nous aussi DE L'AUTORITE.

Cette manière de mettre en doute les possibilités de durée et de puissance de la commune libertaire peut fort bien être (mais pas toujours) mise par la meilleure foi du monde ; cependant, elle ne tient pas compte des données fondamentales du problème et, par voie de conséquence, ne saurait être retenue.

Pour voir ce qu'elle viendrait faire dans la commune libertaire, examinons ce qu'est la juridiction bourgeoise — la juridiction tout court. — Remarquons tout d'abord qu'elle est dans le régime actuel indispensable, car elle est l'enfant naturel de la PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE. Toute la juridiction est faite pour sauvegarder la jouissance de la propriété, qu'il ne faut pas ici, considérer seulement comme capital accumulé, mais aussi comme somme de jouissance dont dispose à son gré celui qui la détient (souvent de la jouissance acquise par la force, sous le couvert de la légalité).

Cette juridiction est inévitablement très compliquée, car elle a pour fonction délicate d'assurer la sécurité du propriétaire en tant qu'individu en même temps qu'elle doit maintenir une apparence d'harmonie d'ordre, entre tous ceux qui possèdent. C'est pourquoi l'Etat, vaste contentieux au service d'une classe, est chargé de faire respecter des règlements dont le but est d'assurer la tranquillité des possédants et de mettre à la raison ceux qui ne possèdent pas. De là la nécessité d'avoir pour cet Etat — même s'il est « socialiste » — tout un appareil judiciaire siégeant en permanence.

Tous les tribunaux, qu'ils soient de simple police, civils, correctionnels, etc... sont constitués et fonctionnent de telle façon qu'ils font, de la chose judiciaire, un gagnepain, un emploi fixe. Un magistrat gagne sa pitance en distribuant allégrement sans l'ombre d'un remords : amendes, années de prison, de travaux forcés, etc... Il décide de ces diverses peines sans connaître à fond les affaires sur lesquelles il est appelé à se prononcer. C'est sur le vu de quelques dossiers et sur la foi de vagues témoignages

qu'il statue. Or, n'ayant pas vécu dans le même milieu que le délinquant, ignorant tout du fait qu'il vit en dehors de la sphère d'activité habituelle du délinquant) des circonstances qui ont déterminé le délit, le magistrat ne possède pas les éléments devant permettre de se prononcer honnêtement, impartialement. Son jugement ne peut donc qu'être arbitraire.

Dans la société libertaire, les déliits inhérents aux inégalités économiques, à la propriété individuelle des moyens de productions, à une éducation morale et intellectuelle insuffisantes auront disparu. Est-ce à dire que vont disparaître du jour au lendemain toutes les causes de conflits entre individus, qu'il n'arrivera pas pendant longtemps encore que des citoyens violeront des conventions établies par des associations, même s'ils sont membres de ces dernières ? Ce serait se faire une trop belle idée du genre humain, que de voir les choses sous un jour si optimiste. Et les anarchistes, bien qu'ils passent pour des révolutionnaires, ne tombent pas dans cet excès d'optimisme.

La juridiction bourgeoise ayant été détruite en même temps que la propriété, la profession de magistrat ayant pratiquement disparu, c'est aux diverses associations de producteurs, de consommateurs, d'usagers qu'il reviendra de liquider ce genre d'affaire. Ils se réuniront donc et trancheront l'EUX-MÊMES la question. Point de codification ! Nul besoin d'une gamme de sanctions ! Ici, il n'y a personne à protéger. L'intérêt de tous est le seul guide ; et c'est bien de CONCILIER qu'il s'agit. Dans tous les domaines et à tous les échelons, les conflits seront tranchés selon le même processus.

On aura ainsi réalisé le moyen d'éviter que soit compromise la bonne harmonie entre tous les membres de la société, sans recourir à une juridiction, sans donner naissance à une magistrature, sans avoir établi une codification. La fonction judiciaire aura vécu.

## LES TÊTES DE TURC A NUREMBERG

(SUITE DE LA 1<sup>re</sup> PAGE)

procès de Nuremberg qu'il eût fallu, mais un procès mondial ; les peuples martyrisés auraient vu avec plaisir, à côté des accusés actuels de Nuremberg, comparaître quelques-uns des savants qui inventeront des bombardiers quadrimoteurs, des bombes volantes et autres infernales machines à décercler, ainsi qu'une brochette de généraux et maréchaux de tous les pays, y compris un certain génialissime généralissime qui, en 1939, signa un pacte avec Hitler, permit justement à cette guerre de se déclencher ; et nul n'aurait trouvé à redire si ceux qui lancèrent des bombes atomiques sur les femmes et enfants des villes japonaises avaient été proclamés « supercriminels de guerre » ; enfin, il eût été fort logique de poursuivre comme « criminels de guerre » quelques-uns des journalistes et écrivains qui, dans chaque pays, aidèrent aux massacres réciproques.

Mais il s'agit bien de cela ! Ce dont il s'agit, c'est de nous convaincre qu'il y a criminels de guerre vainqueurs et criminels de guerre vaincus, les premiers jugeant les seconds ; les criminels de guerre vaincus sont très méchants, les criminels de guerre vainqueurs n'ont désolé la terre et manié la bombe atomique que pour le plus grand honneur de l'humanité.

Cela n'est encore rien. Ce que les forces modernes d'oppression cherchent à obtenir en montant de grands procès politiques (de quelque tendance qu'ils soient), c'est l'HYPNOTISATION des peuples. Si on n'a pas châtié rapidement les dirigeants nazis, si on a préféré organiser cette pièce à grand spectacle, dont la représentation aura duré presque un an et qui aura fait parler d'elle pendant deux ou trois ans, c'est que, pendant tout ce temps-là, on espère bien par ce moyen empêcher les citoyens de PENSER à ce qui se passe : on braque artificiellement tous leurs regards sur les crimes du passé afin qu'ils ne puissent voir les crimes du présent ; parler pendant trois ans à raison de 3 colonnes par jour dans tous les journaux des déportations et transferts de population effectués par les nazis constitue le meilleur moyen de procéder, à son tour, à des déportations et à des transferts

de population sans que nul jette un cri d'alarme. Sans parler des grandes éminences qui partagent le poids de la responsabilité de la guerre avec les Goering, Hesse et Cie et qui se trouvent parmi les vainqueurs aujourd'hui, mais qui, hier, dans l'énorme machine du Capitalisme, en marche vers la crise inévitables qui les entraînent tous dans le gouffre, en ont été des rouages au même titre ; ces « responsables » qui se sentent responsables et qui se déchargeant comme dans le « milieu », on vend les complices, pour sauver sa tête sur les têtes de turc qui encaisseront tout, et qui les blanchiront... peuvent-être.

Et pourtant...

Pourtant, pour ne prendre qu'un exemple, aux alentours de Noël, la radio de Budapest diffusait le communiqué officiel suivant :

« Le Gouvernement hongrois a signé le décret sur l'expulsion de tous les Allemands habitant la Hongrie ; le Gouvernement hongrois, pour déterminer quels sont ceux qui tombent sous le coup de la loi, a adopté le critère proposé par le parti communiste : ce critère, c'est la langue parlée par les populations à transférer ; AINSI DONC, MEME LES JUIFS HONGROIS PARLANT ALLEMAND SERONT COMPRIS DANS L'OPERATION DE DEPORTATION ; cette opération portera sur 500.000 habitants, qui n'auront le droit d'emmener avec eux que quelques vêtements et quelques vivres. »

Alors, on commence à comprendre pourquoi les puissants de ce monde tiennent tant à prolonger et à solenniser la grande farce de Nuremberg.

### ERRATA

Dans le « Libertaire » du 20 décembre 1945, page 3, motion du congrès sur la Liberté individuelle au lieu de :

Il faut lire :

S'élève contre l'école confessionnelle.

Nous relevons dans l'article intitulé La Grande Jambonnière, page 2 du Libertaire du 5 janvier 1946, les deux erreurs suivantes :

« Une prime compensatrice égalant leurs trois ans ! »

C'est :

« Une prime compensatrice égalant leurs salaires dans l'industrie. Trois ans ! », qu'il fallait lire.

## L'ANARCHISME et les partis dits ouvriers

On a dit que l'anarchisme était né du jour où des déshérités avaient pris conscience de leur sort, de ceux qui n'avaient rien à gagner et aussi rien à perdre et qu'aujourd'hui on qualifie assez dédaigneusement de lumpen-prolétariat.

Les Hébertistes auraient été les premiers éléments politiques dont l'idéologie ou tout au moins l'action aurait eu un caractère anarchiste assez prononcé. Mais ce ne fut qu'au sein de la Première Internationale : l'A.I.T., que l'anarchisme pris corps comme mouvement social, avec un programme précis de luttes et des buts reflétant les aspirations profondes des couches sociales les plus larges.

Le fédéralisme le plus large étant pratiqué, chaque « conflit » sera examiné par l'association qu'il concerne, sur les lieux mêmes où il aura éclaté. Exemple : si, dans un atelier que nous situerons dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, les travailleurs estiment être victimes, dans l'accomplissement de leur tâche, de la malveillance d'un de leurs camarades, ils n'iront pas demander à un quelconque tribunal de liquider ce genre d'affaire. Ils n'iront pas davantage demander à un autre atelier de décider, de « délibérer » à leur place dans une affaire qui ne concerne qu'eux. Ils se réuniront donc et trancheront l'EUX-MÊMES la question. Point de codification ! Nul besoin d'une gamme de sanctions ! Ici, il n'y a personne à protéger. L'intérêt de tous est le seul guide ; et c'est bien de CONCILIER qu'il s'agit. Dans tous les domaines et à tous les échelons, les conflits seront tranchés selon le même processus.

On aura ainsi réalisé le moyen d'éviter que soit compromise la bonne harmonie entre tous les membres de la société, sans recourir à une juridiction, sans donner naissance à une magistrature, sans avoir établi une codification. La fonction judiciaire aura vécu.

Le tollé fut général contre ces nouveaux empêcheurs de danser en rond. On sut mettre habilement à profit les difficultés diverses rencontrées par les anarchistes à leurs débuts, pour réduire leurs possibilités d'influence sur les travailleurs. Et en cela, il faut le reconnaître, nos adversaires furent aidés puissamment par la déviation individualiste, dont l'incohérence, les outrances et la fantaisie permirent de dresser une masse de préjugés ineptes dont le résultat fut d'isoler les libertaires et de ruiner par avance leurs efforts pendant de longues années.

La lutte s'engagea énergiquement et si elle subit des alternatives et fortunes diverses, aujourd'hui, les anarchistes, en établissant le bilan, peuvent constater que les efforts de la multitude de leurs adversaires n'ont pu les rejeter hors du mouvement ouvrier. D'ailleurs, si nos adversaires ont réussi à maintenir leur emprise sur la classe ouvrière, ils le doivent moins à leurs propres mérites ou à leurs doctrines, qu'à leurs diverses attaches avec le régime capitaliste dont ils savent tirer sans gêne de gros revenus financiers et autres combines, dont le poids se révèle déterminant, dans le domaine de la propagande.

Nous sommes là en présence d'une complicité manifeste entre le capitalisme et les partis politiques « ouvriers », à la lumière de laquelle on comprend mieux le sens de certains langages et la nature de vraies acrobaties politiques.

Ce n'est pas non plus sans raison que les programmes, les tactiques et même les idéologies, sont définis d'une façon suffisamment confuse et obscure pour permettre et légitimer les pires reniements. Les faits, également, que les chefs marquants de ces partis sont nantis de revenus ou de grosses sinécures, ne sont pas dépourvus d'une éloquente signification.

En effet, que font les partis ouvriers pour secouer cette torpeur, conséquence de leurs agissements, vers la disparition de l'esprit de révolte. Devant la misère généralisée, s'efforcent-ils d'appuyer, d'aggraver les difficultés du capitalisme, afin de provoquer la crise finale ?

Que non pas ! Ils demandent bien au contraire d'être disciplinés dans le malheur national ! Il faut produire, toujours plus et par tous les moyens, pour la renaissance du pays. Comprendre du capitalisme. Ils proclament la nécessité vitale de supprimer les misères présentes qu'ils affirment audacieusement passagères. Ils reprennent en cœur le refrain des soutiens patentés du régime « On en sortira ! ».

Quant à la révolution, personne ne semble s'en souvenir, elle est remise au grenier, parmi des clichés et autres slogans servant habituellement à faire marcher le brave peuple, comme ils disent. Et si malgré tout, le capitalisme arrive à s'en sortir provisoirement et que la situation se normalise quelque peu, on pourra toujours la ressortir en appas pour servir de prétextes aux marchandages de portefeuille et aux spéculations de ces messieurs.

Qui oserait nier que l'attitude actuelle des partis dits ouvriers n'est pas une preuve éclatante de leur

esprit conformiste, voire même contre-révolutionnaire ?

N'est-ce pas là une confirmation brillante du langage anarchiste tenu depuis toujours ?

En un temps où les événements n'ayant pas encore démasqué les partis ouvriers, ceux-ci s'efforçaient encore d'entretenir des illusions auprès de leurs adeptes et de la classe ouvrière, d'après débats les mirent aux prises avec les anarchistes. On sait que le désaccord était d'ordre tactique et de finalité révolutionnaire.

Les partis préconisaient la lutte politique, afin d'aggraver peu à peu auprès de la classe ouvrière la foule bigarrée des classes moyennes — troupes électoralistes du capitalisme — pour mettre finalement la main sur l'Etat qui, d'instrument d'oppression et d'asservissement, deviendrait ainsi un excellent outil d'émancipation sociale.

Diverses expériences dans différents pays ont infirmé cette thèse. La conquête d'une partie des classes moyennes a nécessité l'abandon de toute prétention ou velléité révolutionnaire et ce sont les prolétaires qui ont été agglutinés à ces classes moyennes, sur leur propre terrains idéologique de caractère nettement conservateur.

C'est bien là une constatation que nous pouvons faire une nouvelle fois, à l'occasion de la brillante action des partis socialistes et communistes au gouvernement.

Quant au problème de l'Etat auquel se trouve liée la finalité révolutionnaire, l'expérience russe nous montre clairement ce qu'il est permis d'en attendre. Si l'Etat prolétarien a brisé les anciennes castes de privilégiés, dans le même temps, il octroyait des privilégiés à ses différents serviteurs, bientôt devenus, eux-aussi, castes de privilégiés, avec les mêmes désirs affichés de conserver leurs prérogatives au besoin par la force.

Il serait vain d'insister sur cette question d'une actualité si brûlante.

Contentons-nous, pour l'instant, de faire la remarque que les événements imposent à nos esprits. La faillite des partis politiques ouvriers se manifeste brillamment dans tous les domaines où ils s'opposent aux tactiques, moyens et buts préconisés par les anarchistes.

Plus que jamais l'anarchisme seul apparaît comme la doctrine d'émancipation totale.

C'est lui qui reste pur de toutes compromissions, car il ne compte que sur l'action directe des exploités eux-mêmes pour trouver une solution aux maux dont ils sont victimes et non sur leur confiance — toujours trompée et servile — en des maîtres qui se servent d'eux et maintiennent leur condition pour justifier leur place.

### Service de Librairie

Bakounine : Dieu et l'Etat, 25 fr.; Confessions, 60 fr.; Bertrand, Edouard : Guerre des Etats et Guerre de classes, 70 fr.; Bonnef, Léon-Maurice : La classe ouvrière, 50 fr.; Marchand de folie, 30 fr.; Bossu : Bakounine, 25 fr.; Borghi : Mussolini en chemise, 40 fr.; Caza : Syndicalisme Ouvrier, Evolution Sociale, 50 fr.; Clavier : La Révolution prolétarienne, 50 fr.; Eliseo Reclus : Correspondance (3 tomes), 200 fr.; Evolution, Révolution, Ideal Anarchique, 70 fr.; Gimenez : La suppression de la guerre, 50 fr.; Gravé Jean : Terre Libre, 70 fr.; Réformes, Révolution, 70 fr.; Jules Guesde : De la propriété à la commune, 50 fr.; Kropotkin : L'Entraide, 110 fr.; la Grande Révolution, 25 fr.; L'Anarchie, Philosophie, Son Idéal, 25 fr.; Kaminski : Bakounine, 75 fr.; Paul Louis : Histoire de la Classe ouvrière, 120 fr.; Loriot : Education sexuelle, 70 fr.; Barbarie allemande, 50 fr.; Crime et Société, 50 fr.; Latzko : La Marche Royale, 50 fr.; Paillette : Tablettes d'un lézard, 50 fr.; Autre Paillette : Les fécondations criminelles, 50 fr.; Le Rire dans le cimetière, 50 fr.; La Grande Retape, 50 fr.; Proudhon : Philosophie de la misère (2 volumes), 220 fr.; Capacité politique de la classe ouvrière, 110 fr.; Quest-ce que la propriété ? 110 fr.; La Guerre et la Paix, 150 fr.; La Pornocratie, 150 fr.; Confessions d'un Révolutionnaire, 110 fr.; Le droit au travail et à la propriété, 110 fr.; La Révolution Sociale, 110 fr.; De la création de l'Ordre, 110 fr.; La Justice dans la Révolution (4 volumes), 400 fr.; Peltou : Histoire des Bourses du Travail, 100 fr.; Peltou : Sa vie, son œuvre, 40 fr.; Pataud : Comment nous ferons la révolution, 70 fr.; Laurent Taffihade : Discours Civique, 50 fr.; Vachet : Lourdes et ses mystères 50 fr.; Vaudet : Vérité sur la question romaine, 60 fr.; Zévaès Alexandre : Auguste Blanqui, 50 fr.

Nos camarades sont priés de noter qu'ils devront joindre 10 fr. par livre pour frais d'envoi.

Il ne sera fait aucun envoi contre remboursement.

### “PLUS LOIN” va reparaitre

Cette Revue qui sera dans les domaines artistique, littéraire, scientifique, social, économique international et philosophique, l'interprète de la pensée anarchiste, reparaitra lorsque le montant des abonnements l'aura permis, ce qui ne saurait tarder vu les sommes déjà versées.

Conditions d'abonnement : 6 numéros, 110 fr.; 12 numéros, 220 fr. Camarades, souscrivez pour la Revue qui portera dans le monde intellectuel l'expression de notre idéal.

Adresser tout versement à Robert Joulin, 75, rue du Potier, Paris (18<sup>e</sup>), G.C.P. 5288.21 ainsi que toute la correspondance rédactionnelle.

Bien spécifier si les sommes sont destinées à la souscription ou à l'abonnement.



## LE SYNDICALISME



# Une façade encore brillante masquant le vide et l'impuissance

Si, faisant un retour en arrière de quelque vingt-cinq ans, on tente de démêler les conséquences qu'a eues pour le syndicalisme français la première guerre mondiale, on constate que l'abdication de 1914, pour grave qu'elle ait été, fut loin de mettre fin au puissant mouvement libérateur qu'avait été le syndicalisme révolutionnaire. La trahison de Jouhaux et de ses amis avait sans doute eu pour résultat de clore une époque de la vie ouvrière en France. En réalité, la minorité pacifiste et internationale groupée autour de Monatte, Merriheim et Bourderon était parvenue à sauver l'honneur de la classe ouvrière française, ce qui n'était pas chose négligeable, d'autant plus que dès 1917 un insurmontable dégoût gagnait, les uns après les autres, les peuples martyrisés et les armées vouées au massacre, et créait un climat propice au renouveau du mouvement ouvrier européen. Ainsi les prolongements du syndicalisme révolutionnaire pouvaient encore se faire sentir plusieurs années après le conflit impérialiste dont le déchaînement avait pu apparaître comme indiquant l'heure fatale de sa mort historique.

1914 a mis un terme brutal à l'ère du libéralisme politique, économique et culturel qui a fait du dix-neuvième siècle — pour nos classes dirigeantes tout au moins — le siècle de l'optimisme. La désagréation de l'Europe libérale, qui a été le trait dominant de l'entre-deux guerres, semble indiquer que le monde entre avec le siècle présent dans une époque de pessimisme et de renoncement — de repliement, devrait-on plutôt dire —, époque qui verra probablement se disloquer à jamais notre civilisation occidentale conquérante fondée sur l'accumulation des richesses et la recherche frénétique du profit.

Considérés comme réaction contre l'optimisme démocratique devenu de plus en plus anarchique, le bolchevisme, et le fascisme apparaissent alors comme les authentiques témoignages de la décadence de cette civilisation occidentale dont ils sont les derniers produits — ceci quoi qu'auant pu prétendre leurs défenseurs (1). Mais le syndicalisme est aussi un produit de cette civilisation, à cette différence près qu'il est né à

l'époque de la bourgeoisie conquérante, qu'il a été conquérant lui aussi jusqu'au début du siècle, mais n'a pu échapper au processus de décomposition qui minait inexorablement l'économie capitaliste.

On s'explique alors l'accroissement et l'envahissement de la bureaucratie réformiste au sein du mouvement syndical français, avec ses bonzes pourris de scepticisme; on s'explique encore mieux la facilité avec laquelle ces excroissances morbides du monde bourgeois-capitaliste épuisé que sont les bolchevisme et le fascisme ont pu asservir le mouvement syndical de la plupart des pays d'Europe et l'utiliser à leurs fins.

Si on observe le comportement actuel du syndicalisme français — celui qui nous intéresse avant tout en raison des espoirs immenses qu'il a portés il y a moins d'un demi-siècle — on arrive inévitablement à cette conclusion qu'il est et se révèle de plus en plus incapable de se renouveler, comme est incapable de se régénérer une civilisation de pirates et de négrillers usée par la jouissance et rongée de scepticisme. Les rescapés du réformisme, serrés peureusement autour de Jouhaux, tendent anxieusement les yeux vers ce fantôme, comme s'il était capable de faire revivre une époque définitivement révolue. Quant à la nouvelle génération, poussée sur le funer corrupteur du bolchevisme, elle ne peut que tourner ses regards du côté d'où vient la pauvre lumiére de ce qui fut la Révolution russe.

Le Syndicalisme tel qu'il est représenté par la C.G.T. n'est plus susceptible de se renouveler : il est arrivé à l'extrême limite de ce qui fut la Révolution russe.

(1) Dès 1942, les armées d'Hitler se présentent comme les protectrices de l'Occident contre les barbares soviétiques ; et ces derniers ne se posent-ils pas inlassablement comme les champions de la démocratie ?

**Chez les Typos**  
Les élections syndicales viennent d'avoir lieu, après huit mois de retard. Le vote a été clair : des trois permanents, deux sont battus, et l'autre élu péniblement. Quant aux communistes, tous sauf un, sont battus ou écls en queue de pique. Le nouveau bureau syndical est composé en majorité de partisans de l'indépendance du syndicalisme. Double échec significatif pour les réformistes et les cocos. Le syndicat n'est pas mûr pour la colonisation politique.

mite de l'épuisement, et ceci aussi bien dans l'une que dans l'autre des deux tendances qui le dominent et sont sur le point de s'entre-déchirer pour la possession de l'appareil croulant. Aucune solution sur le pain, la paix, les salaires, les libertés. Seulement la guerre atroce de deux clans rivaux sur un champ de ruines amoncelées.

Vouloir échapper à ce cercle affreux en recommançant l'histoire et en voulant redonner une vie factice à des spectres

d'un passé aboli sans retour ne mènerait à rien : nous nous refusons à refaire les décevantes expériences minoritaires et C.G.T.S.R. d'après 1919.

Mais nous avons la conviction passionnée que seule une prédication nouvelle peut remuer et soulever les masses. Comme il y a un demi-siècle, les anarchistes vont se jeter au milieu d'elles et sauver les travailleurs de ce pays en prêchant avec une foi inlassable la Révolution sociale libératrice.

## CHEZ LES POSTIERS

## Renouveau ou résistance ?

Voici quelques lignes, dont beaucoup de Fédérations syndicales pourraient s'inspirer pour se dégager de leur réformisme et de leur assujettissement aux forces politiques, embriagées qu'elles sont dans leurs intérêts de boutiques, et dont les travailleurs font toujours les frais.

Est-ce un pas en avant vers le Syndicalisme, le vrai ?

Le congrès départemental de la Fédération Postale de la Somme, après une discussion très ouverte sur tous les problèmes intéressant les diverses catégories, affirme que le mouvement syndical étant par définition essentiellement revendicatif, il importe que sans considération des difficultés politiques ou gouvernementales, il poursuive inlassablement et parfois violemment sa route libératrice.

Il doit rapidement faire aboutir par tous les moyens, y compris l'arrêt du travail, les diverses revendications, qu'elles soient d'ordre général ou particulier à une catégorie.

Le congrès cite comme revendications primordiales à côté des aspirations de chaque catégorie qui ont été présentées dans un ordre du jour distinct :

1) La revalorisation des traitements et retraites ;  
2) La réhabilitation de la fonction postale vis-à-vis des fonctions similaires ;

3) La défense du monopole menacé par des intérêts personnels ;

4) Le maintien de l'âge limite de la mise à la retraite à 55 ans pour les services actifs et à 60 ans pour les services sédentaires, avec liquidation immédiate.

5) La compensation des jours fériés ;

6) La parité avec les autres administrations pour la durée des congés annuels.

Il estime que seul un mouvement syndical indépendant de toutes conceptions politiques, philosophiques ou religieuses, peut donner toute satisfaction à ses membres.

Il affirme que le mouvement revendicatif postal ne peut reposer que sur la combativité de ses membres, qu'il ne doit en rien compter sur les combinaisons politiques quelles qu'elles soient, et qu'il doit constamment

affirmer en même temps que son esprit revendicatif son désir de participer à la gestion de l'entreprise. Le Congrès fait confiance à la commission exécutive et à son bureau fédéral pour que, s'inspirant de ces principes et soucieux de l'intérêt des mandants, ils mènent avec ardeur l'action syndicale envisagée, conduisant ainsi le mouvement postal vers un avenir meilleur.

## Chez les Instituteurs

## La croisée des chemins

Il n'est pas trop tard pour revenir sur le Congrès du Syndicat national des instituteurs et essayer d'en tirer des enseignements, sur ce que certains qualifient peut-être hâtivement, de redressement du syndicalisme français.

Certes la motion finale, la seule que n'ait pas publiée *l'Humanité*, a condamné d'une manière formelle l'erreur commise par le Bureau confédéral, engageant les forces syndicales de ce pays dans la bataille électorale sur des mots d'ordre qui sont ceux d'un parti politique particulièrement envahissant. De nombreux délégués ont crié leur stupeur et leur mépris devant le triste travail de Reynaud au cours du meeting organisé par le Cartel des Services publics au Vél d'Hiv.

Mais il ne faut pas oublier malgré tout que le syndicat des instituteurs représentait déjà avant la guerre une physionomie différente des autres syndicats (industrie par exemple) et par cela même était sans grande possibilité d'influencer ceux-ci.

La majorité qui s'est dégagée au congrès, reste sensiblement la même, par sa force numérique, par ses méthodes tactiques, par la forme de sa pensée syndicale, aux majorités d'avant-guerre. Une fois de plus, si on peut constater la volonté du syndicat de défendre son indépendance vis-à-vis des partis politiques, on est obligé de constater, à la majorité qui s'est dégagée, une tendance aux solutions réformistes dites ex-confédérées.

Cette voie qui a été celle du bureau syndical d'avant-guerre l'avait conduit à *Syndical*, journal qui groupait en son sein la plus belle brochette de requins que le syndicalisme ait connu.

Il est des erreurs qu'on n'a pas le droit de recommencer. Nous pouvons, nous devons exiger mieux des instituteurs défenseurs dans les campagnes de l'évolution humaine. A ces esprits curieux de renouveau, passionnément attachés à l'indépendance, le syndicalisme révolutionnaire, le syndicalisme libertaire offrent des horizons plus larges et dans le domaine de l'évolution sociale. Le socialisme dont ils ont été les pionniers à l'époque héroïque du mouvement ouvrier n'est pas plus susceptible de donner satisfaction à leurs aspirations idéologiques que le communisme à leurs aspirations sociales. Seule la philosophie anarchiste leur permettra à travers la construction harmonieuse de sa *Commune libertaire* de réaliser ces aspirations.

L'entrée de deux militants de l'*École Emancipée* à la direction syndicale sera-t-elle le signal de cette évolution nécessaire chez ce prolétariat intellectuel ?

## Les politiciens chez les prisonniers

Depuis bientôt un an, un grand parti de gauche (se proclamant patriote cent pour cent, et nous ne songeons pas à lui en disputer le titre) avait donné l'ordre à ses militants de noyailler les organisations de prisonniers et, si possible, de s'emparer des postes de responsables.

Exploitant le mécontentement légitime des rapatriés, devant qui le Gouvernement provisoire s'est montré d'une ladrerie sans nom, en même temps qu'il faisait preuve d'une incompréhension totale envers certaines préoccupations des prisonniers, la manœuvre a réussi, à l'occasion du congrès des 27 et 28 octobre dernier, ou, à grand renfort de discours démagogiques, les représentants de ce parti s'octroyant la présidence, ainsi que la majorité des postes du Comité directeur de l'Association départementale des Prisonniers de guerre.

Mais, ce que nous ne saurions admettre, c'est que l'on introduise au sein de ce groupement des mœurs dignes des plus vils politiciens.

C'est malheureusement la constatation à en tirer, lorsque l'on entend ces nouveaux dirigeants de l'association traiter de nazis, de représentants de la cinquième colonne ou de vendus, des prisonniers ayant suivi pendant cinq ans les rigueurs de la captivité, et ceci parce qu'ils manifestaient le désir de protester contre la façon dont notre gent militaire traita, dans certains camps, les prisonniers de guerre allemands, qui ne sont ni SS ni officiers. Et c'est bien le droit de ces anciens prisonniers français de défendre un tel point de vue, guidés par le seul souci de défendre les droits humains, se souvenant en cela que les prolateurs n'ont pas de patrie.

Les prisonniers de guerre français avaient une belle occasion de prouver qu'ils avaient compris la duperie du nationalisme, sous quelque couleur qu'il soit, et que s'ils avaient conservé quelque haine de leur passé dans les camps allemands, c'était plutôt à l'égard du régime hitlérien en général que vis-à-vis des ouvriers d'outre-Rhin, qui s'étaient laissé berner par les promesses d'un dictateur leur promettant de les sortir de la misère où les avaient plongés la guerre précédente et qui, maintenant victimes de la tragique mascarade hitlérienne, croupissaient en France dans certains endroits sous un uniforme en haillons.

Plusieurs anciens prisonniers français eurent voulu exposer sur ce problème allemand des idées qu'il prétendent être l'expression de la vérité internationale, parce qu'ils correspondent aux exigences de la conscience humaine.

Et ces politiciens « déjà cités », suivant les consignes de leur parti, se sont arrogé le droit de faire partie des anciens camarades de captivité, adoptant en cela les méthodes des fascistes et courrant leurs agissements par une théorie qui proclame que la haine seule est juste et constructive (haine inspirée par un nationalisme imbécile).

S'il est une haine que les prisonniers eurent pu conserver, c'est bien à l'égard de tous ceux qui, bien installés dans le parlementarisme (même de gauche), ont permis cette guerre et ses conséquences et qui, demain, ne nous illusionnent pas, vont avec les mêmes méthodes nous préparer les mêmes résultats.

## EFFERVESCENCE DANS les JOURNAUX

À la suite du communiqué ministériel refusant l'homologation des salaires de la presse, les ouvriers de la rue Réaumur et de « Paris-Soir » ont arrêté spontanément le travail dans la nuit du 17 au 18. Plusieurs journaux n'ont pas paru. L'avisement est sérieux et le sieur Croizat sait à quoi s'en tenir : les canardiers ne céderont pas. Leurs délégués sont convocés le 18 à midi, passage Viollet. Que les travailleurs restent vigilants, la victoire ne tardera pas.

## RÉUNION PUBLIQUE & CONTRADICTOIRE

MARDI 29 JANVIER 1946

à 20 heures 30

72, avenue Félix-Faure

Métro : Commerce

Sur le sujet

## LES LIBERTAIRES ET LES PARTIS POLITIQUES

### CONDITIONS D'ABONNEMENTS

12 numéros, 45 francs; 24 numéros, 90 francs.

Adresser toute demande à Louis Haas, 145, quai de Valmy, 145, (10<sup>e</sup>), C.C.P. 3585-80, Paris.

Le Gérant : Ch. DURAND.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2<sup>e</sup>.